



## **Cinquième Assemblée plénière**

Bogotá, Colombie, du 19 au 21 novembre 2006

---

### **RAPPORT FINAL**

#### **Groupe de travail n° 2 : Réduction de la pauvreté**

Le 19 novembre 2006, le groupe de travail a tenu, pendant la Cinquième Assemblée plénière du Forum interparlementaire des Amériques (FIPA), sa première séance de travail au Salon Boyacá, dans l'enceinte du Congrès de la République de Colombie, à Bogotá D.C., avec la participation de députés et de sénateurs du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de Cuba, du Salvador, de Haïti, de la Dominique, du Mexique, de la République Dominicaine, du Surinam, de Trinidad-et-Tobago, de l'Uruguay, et du Venezuela, tous membres du Forum.

Le groupe de travail a été dirigé par le député chilien et membre du Comité exécutif du FIPA, Iván Alejandro Moreira Barros, et a bénéficié des exposés d'Ana Lucía Muñoz, du Bureau de la Banque interaméricaine de développement (BID) en Colombie, et d'Amelita Armit, vice-présidente des programmes du Centre parlementaire.

Le député Moreira a déclaré que la lutte contre la pauvreté doit commencer avec une prise de conscience afin d'obtenir une meilleure égalité des chances pour le développement, et permettre aux populations d'émerger de la pauvreté. Malgré la projection de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) sur la diminution de la pauvreté dans la région en raison de la bonne performance économique de l'Amérique Latine, la croissance n'est pas exempte d'inégalités. Il a soutenu qu'il fallait développer des propositions sur les thèmes suivants :

- i) Le renforcement et l'amélioration de la coopération;
- ii) Une politique de redistribution plus efficace;
- iii) Des avantages fiscaux pour contrer l'évasion due au marché informel;
- iv) Des mesures pour éviter la fuite des capitaux et le manque d'investissement interne;
- v) La promotion des produits nationaux;
- vi) La mondialisation;
- vii) Le rapprochement culturel.

« Ne continuons pas à nourrir les gens, mais apprenons-leur plutôt à mieux vivre grâce à leurs propres efforts. » : a insisté le député.

Dans son exposé intitulé “Pauvreté et inégalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes”, Mme Muñoz a soutenu que, dans une action conjointe, le FIPA et la BID offrent un apport technique permettant aux parlementaires de la région de disposer d’outils d’analyse dans la lutte contre la pauvreté et l’inégalité. Elle a souligné que la pauvreté est plus élevée dans les pays à faible revenu per capita, parmi lesquels se trouvent les plus endettés; qu’il y a augmentation de l’indigence urbaine; que la grossesse chez les adolescentes pauvres est un facteur de transmission intergénérationnelle de la pauvreté; que le taux de pauvreté est de 25 % chez les autochtones qui représentent 10 % de la population totale; qu’il n’existe pas d’égalité d’accès à l’éducation, à la santé, au marché du travail, situation qui entraîne la violence.

Mme Armit, du Centre parlementaire, a fait une présentation sur « Le renforcement de la participation des parlementaires dans le processus de Stratégie de réduction de la pauvreté ». Le Centre parlementaire est une organisation canadienne dédiée à optimiser l’efficacité des assemblées représentatives et des mécanismes de gouvernance dans le monde entier, et qui apporte son appui à des institutions démocratiques en Afrique, en Asie, dans les Amériques, en Europe de l’Est et au Moyen-Orient. Parmi les outils offerts par le Centre parlementaire pour appuyer les parlements dans la lutte contre la pauvreté, on retrouve la tenue d’audiences législatives, la collaboration avec des groupes parlementaires ayant des intérêts spécifiques dans différents domaines, l’amélioration des relations législatives avec l’exécutif et la société civile et l’échange de connaissances et d’expériences avec d’autres parlements.

## DÉBATS

Les représentants qui ont participé à ce dialogue interparlementaire se sont penchés sur le sujet sensible qu’est la pauvreté, proposant de l’aborder en tenant compte de la réalité de chaque pays. On a souligné que la lutte contre la pauvreté est une préoccupation pour les pays membres du Forum, et pour les pays en voie de développement en général.

Au cours de la séance de travail, les représentants ont fait preuve d’une participation active et se sont entendus entre autres points sur la nécessité de mettre en place des politiques sociales non seulement pour se relever les pays des crises économiques, mais aussi pour bâtir une véritable architecture sociale.

On a porté une attention particulière aux points suivants :

- En Amérique Latine, ce sont les autochtones ou les femmes chefs de famille qui vivent sous le seuil de pauvreté. Il faut combattre cette pauvreté grâce à des programmes qui regroupent les efforts nationaux ou par l’intermédiaire d’organisations non gouvernementales. Les pays latino-américains doivent coordonner leur travail et non pas agir en isolement.
- La pauvreté a diminué mais la distribution des revenus ne s’est pas améliorée.
- Malgré la croissance économique, la pauvreté est à la hausse.
- La croissance de la pauvreté en Amérique Latine a été plus faible qu’en Afrique, mais elle n’a pas été réduite. Il faut réaliser des changements radicaux dans la stratégie

sociale. La question de l'emploi n'a pas été résolue, or elle constitue la meilleure politique sociale.

- En Amérique latine il n'y a pas d'égalité des chances; huit millions de personnes souffrent de pauvreté extrême.
- Il faut renforcer l'État de droit.

La situation qu'affronte Haïti a fait l'objet d'une préoccupation particulière, raison pour laquelle tous les représentants des pays membres ont exprimé leur volonté politique de plaider auprès de leurs gouvernements en faveur d'une aide à la lutte contre la pauvreté et la corruption.

Finalement, la sénatrice Nancy Patricia Gutiérrez de Colombie a laissé deux questions en suspens pour la séance du groupe de travail du 20 novembre 2006 :

- La croissance en elle-même n'élimine pas la pauvreté. Il est nécessaire de créer des emplois. Quelle action conjugue ces deux éléments dans la lutte contre la pauvreté?
- La charge fiscale finit par nuire à l'investissement privé créateur d'emplois; les impôts doivent être payés par ceux qui ont les plus grands revenus.

## RECOMMANDATIONS

*Adoptées par l'Assemblée plénière du FIPA le 21 novembre 2006*

Il est recommandé de :

1. Consolider des stratégies de croissance;
2. Augmenter l'efficacité des dépenses sociales (en établissant des priorités);
3. Encourager la coopération internationale entre les pays membres;
4. Travailler la composante politique pour réduire la pauvreté; la composante économique pour que les personnes ayant les revenus les plus élevés paient des impôts; inclure un contenu social dans les politiques économiques; et faire de l'emploi la priorité pour obtenir une transformation sociale;
5. Promouvoir l'éducation universelle et éliminer l'analphabétisme;
6. Réduire la mortalité infantile;
7. Garantir un environnement sain;
8. Former la main-d'œuvre pour les nouveaux postes de travail;
9. Échanger de l'information sur des programmes qui ont connu une réussite dans certains pays;
10. Investir dans la science et la technologie;
11. Réduire le phénomène de la migration;

12. Chercher, en tant que législateurs, un mécanisme permettant d'appliquer dans nos pays les résolutions et les initiatives que nous avons présentées durant les séances des groupes de travail afin que celles-ci deviennent contraignantes.
13. Devant le besoin impératif éthique de la région, veiller à l'utilisation efficace des ressources de l'État afin de lutter contre la corruption, et d'encourager les parlementaires à proposer des lois sur la transparence dans leurs pays.
14. Créer un groupe de travail se consacrant exclusivement à l'étude des impacts de la charge fiscale sur le développement socio-économique des pays membres. La mission du groupe serait de réaliser une étude pouvant ériger des principes et trouver des solutions de rechange afin que les pays membres aient une charge fiscale juste et équitable pour garantir le développement social, et créer des emplois en augmentant la production et la richesse de chacun des pays membres.

**Iván Alejandro Moreira Barros**

Député du Chili

Président du Groupe de travail n° 2

**Isabel Cristina Jiménez Losada**

Rapporteure